



Bureau du Plan

DG 4821

62

juin 1992

**Variantes techniques de réduction des dépenses  
ou d'augmentation des recettes  
de l'ensemble des administrations publiques**

**C. Streef**

L'objet des "Planning Papers" est de diffuser des travaux d'analyse et de recherche du Bureau du Plan.

Ils n'engagent directement que la responsabilité des auteurs cités et ne sont d'ailleurs publiés le plus souvent que dans leur langue.

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

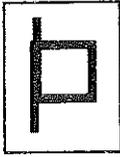
96

97

98

99

100



Bruxelles, le 24 juin 1992.

**Bureau du Plan**

**Direction générale**

(92)CS/4821/al/6287

**VARIANTES TECHNIQUES DE REDUCTION DES DEPENSES  
OU D'AUGMENTATION DES RECETTES  
DE L'ENSEMBLE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES**

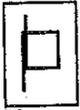
100  
100

100  
100

100  
100

100  
100

100  
100

**Table des matières**

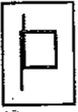
OBJET	3
VARIANTES SIMULEES	4
RESULTATS DES SIMULATIONS	7
Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des investissements des administrations publiques	8
Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des transferts de Sécurité sociale taxés	9
Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction de l'emploi public	10
Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des salaires du personnel des administrations publiques	11
Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des achats de biens et services des administrations publiques	12
Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des subventions aux entreprises privées ou publiques	13
Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation de l'impôt des personnes physiques	14
Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée	15
Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation des cotisations patronales de Sécurité sociale	16
Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation des cotisations personnelles de Sécurité sociale	17
Variantes techniques de réduction des dépenses de l'ensemble des administrations publiques Principaux résultats - 1996 : différences par rapport à la base	18
Variantes techniques d'augmentation des recettes de l'ensemble des administrations publiques Principaux résultats - 1996 : différences par rapport à la base	19

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that every entry should be supported by a valid receipt or invoice. This ensures transparency and allows for easy verification of the data.

In the second section, the author details the various methods used to collect and analyze the data. This includes both primary and secondary research techniques. The primary data was gathered through direct observation and interviews with key stakeholders. Secondary data was obtained from industry reports and public databases.

The analysis phase involved using statistical software to identify trends and correlations within the data set. The results indicate a strong positive correlation between the variables studied, suggesting that the interventions implemented are effective.

The final section provides a comprehensive conclusion based on the findings. It highlights the key takeaways from the study and offers practical recommendations for future research and implementation. The author notes that while the current study has provided valuable insights, further research is needed to explore the long-term effects of the interventions.



## 1. OBJET

Dans le cadre du débat sur la réduction du déficit public en Belgique, plusieurs variantes techniques de diminution des dépenses primaires ou d'augmentation des recettes des administrations publiques ont été simulées.

Toutes les variantes sont calibrées de manière à introduire *ex ante* une même réduction des dépenses en 1993. Toutefois, au bout de 4 ans, les mesures introduites ne sont plus équivalentes entre elles, même *ex ante*. En effet, outre la prise en compte de l'inflation qui est commune à toutes les variantes, certaines d'entre elles, comme celles visant à modifier des taux de prélèvement, prennent également en compte l'évolution de l'assiette à laquelle ils se rapportent. Il est en effet *a priori* plus logique de considérer que si l'on modifie par exemple les taux de cotisations patronales à la Sécurité sociale, cette modification vaut également pour les années à venir. Afin de faciliter la compréhension des résultats, on indiquera pour chaque variante les impacts *ex ante*, c'est-à-dire toutes autres choses égales par ailleurs, des mesures introduites.

Toutes ces variantes ont été réalisées à l'aide du modèle HERMES. La projection de référence est celle de février 1992. L'objectif de cet exercice n'étant pas de livrer des résultats en niveaux absolus, mais de mesurer l'impact spécifique de telle ou telle mesure, ce sont les résultats en différence qui ont été calculés.

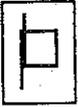
Les résultats de toutes les simulations ont été discutés lors d'une réunion de la Direction générale du Bureau du Plan, que l'auteur remercie vivement pour ses commentaires et remarques. Il garde toutefois la seule responsabilité du contenu de la version proposée ici.

Les résultats tant macroéconomiques et que de Finances publiques sont présentés pour chaque variante en deux tableaux reprenant un certain nombre d'indicateurs synthétiques. Les commentaires seront limités à quelques observations générales et à l'une ou l'autre remarque pour chacune des variantes.

Nonobstant le caractère parfois irréaliste de certaines variantes (par exemple, la variante visant à diminuer les investissements publics de 33,5 % en 1993), l'exercice, purement technique, reste intéressant car il montre que les mesures testées (d'un montant en 1993 identique *ex ante*) sont loin d'avoir les mêmes effets sur les évolutions macroéconomiques et en matière de Finances publiques.

On notera encore que les modalités d'application des différentes mesures de réduction des dépenses ou d'augmentation des recettes ne sont pas modulées. Par exemple, dans la variante d'augmentation de l'impôt des personnes physiques, on suppose que toutes les formes d'imposition des ménages sont modifiées simultanément, il n'y a pas de concentration sur une catégorie. Il est clair toutefois, qu'une modification des modalités peut avoir un impact différent.

...the ...



## 2. VARIANTES SIMULEES

Six variantes de réduction des dépenses :

Diminution des investissements des administrations publiques  
des transferts de Sécurité sociale non taxés (allocations familiales)  
de l'emploi public  
des salaires publics  
des achats de biens et services des administrations publiques  
des subventions aux entreprises

Quatre variantes d'augmentation des recettes :

Hausse de l'impôt des personnes physiques  
de la T.V.A.  
des cotisations patronales de Sécurité sociale  
des cotisations personnelles de Sécurité sociale

Diminution soutenue des dépenses de l'équivalent de 1/2 % du P.I.B. (de la simulation de base) de 1993, soit **38 milliards** (en francs de 1993) sur la période 1993 - 1996.

De manière générale, les variantes qui sont génératrices d'inflation (réduction des subventions, hausse de la T.V.A. ou des cotisations patronales) ont des effets plus favorables sur le solde des opérations courantes et en capital des administrations publiques. Ceci tient surtout au fait que les assiettes pour les divers prélèvements de l'Etat ne sont pas directement modifiées<sup>(1)</sup>. Par contre, ces variantes accélèrent l'évolution des coûts et des prix, ce qui entraîne une perte de compétitivité des entreprises belges

Les autres variantes peuvent être classées en deux catégories : celles qui affectent directement une des composantes de la croissance, la consommation publique ou l'investissement public, et celles qui modifient les déterminants de la croissance, le plus souvent le revenu disponible des ménages. Certaines variantes recouvrent les deux catégories ; c'est le cas des variantes qui diminuent la masse salariale de l'Etat (emploi des administrations publiques ou salaires du personnel de l'Etat). Ce sont les variantes les plus coûteuses en terme de croissance et les moins bénéfiques en matière de Finances publiques.

### Variante "Investissements des administrations publiques"

Les investissements des entreprises publiques ne sont pas pris en compte. Seuls sont considérés les investissements des administrations publiques. La croissance est ralentie de manière directe (diminution exogène de l'une des composantes du P.I.B.) et de manière indirecte (affaiblissement de la demande adressée aux secteurs et donc de l'activité). Le secteur le plus affecté par une mesure de ce type est le secteur de la construction et du génie civil.

La diminution des dépenses en capital des administrations publiques (Investissements) est en partie annulée par la réduction des recettes courantes due au ralentissement de l'activité économique (moins de recettes fiscales) et des créations d'emplois (moins de cotisations de Sécurité sociale).

(1) C'est aussi le cas de la variante "transferts de Sécurité sociale non taxés"

### THE HISTORY OF THE

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..



### **Variante "Transferts de Sécurité sociale non taxés"**

On aurait pu choisir de réduire n'importe quelle prestation sociale non taxée ou de répartir cette réduction. Les résultats auraient été fort semblables, la dynamique du modèle jouant de la même manière. Pour des raisons de facilité technique, on a fait l'hypothèse - invraisemblable - d'une diminution des allocations familiales de près d'un tiers de leur montant global.

Les allocations familiales étant non taxées, cette diminution du revenu des ménages ne génère pas directement de diminution des recettes fiscales pour l'Etat. Par ailleurs, le ralentissement de l'inflation limite, en termes nominaux, l'augmentation des autres dépenses liée au ralentissement de la croissance. Dès lors, et grâce à la baisse des intérêts à payer sur la dette publique, on observe en 1996, une réduction du déficit public presque équivalente à la mesure injectée.

Si l'on avait choisi de réduire l'une des prestations de la Sécurité sociale taxée (les pensions, par exemple), nous aurions eu des effets allant dans le même sens que ceux d'une hausse des cotisations personnelles de Sécurité sociale. L'effet sur les finances publiques serait plus petit, puisqu'une baisse d'une allocation taxée implique une diminution de l'assiette de l'I.P.P. et donc des recettes fiscales.

### **Variante "Emploi public"**

Cette variante qui postule la suppression de 36.600 emplois publics dès 1993 et durant toute la période, est clairement une variante irréaliste. Ex ante, les effets sur la masse salariale en 1996 sont assez importants, car la croissance des salaires publics s'applique à moins d'emplois. Cette variante est coûteuse en matière de croissance (diminution de la consommation publique et de la consommation privée) et rapporte peu du point de vue des Finances publiques (gonflement des prestations de chômage et réduction des recettes fiscales et parafiscales).

### **Variante "Salaires du personnel de l'Etat"**

C'est par une réduction de l'indice de programmation sociale qu'on a fait diminuer les salaires de l'Etat de manière à obtenir la réduction de la consommation publique désirée. Cette variante, une réduction de près de 6 % en 1993, sans rattrapage ultérieur, est toute aussi irréaliste que la précédente.

Les résultats sont, quant à eux, en partie influencés par des conventions de la comptabilité nationale : la croissance des salaires de la Fonction publique est imputée pour moitié à la croissance du prix de la consommation publique et pour moitié à la croissance du volume de la consommation publique (c'est-à-dire à des gains de productivité). Il semble toutefois qu'une même réduction de la masse salariale de l'Etat, pèse moins sur la croissance et soit plus bénéfique aux Finances publiques, si elle est obtenue par les salaires plutôt que par l'emploi. En effet, une réduction des salaires publics a pour contrepartie une perte de recettes fiscales, alors qu'une réduction de l'emploi public implique non seulement une diminution des recettes fiscales mais encore un surcroît d'allocations de chômage.

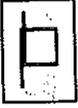
### **Variante "Achats de biens et services des administrations publiques"**

Cette variante, comme les variantes d'investissements publics ou de masse salariale de l'Etat, a un impact direct sur la croissance. En effet, la consommation publique intervient directement dans la détermination du P.I.B. Une diminution des achats de biens et services par les administrations publiques, c'est-à-dire de la demande adressée aux différentes branches d'activité, a aussi un effet négatif sur l'activité économique.

### **Variante "Subventions aux entreprises privées et publiques"**

Les subventions aux entreprises comprennent les subsides courants aux entreprises privées et les subventions d'exploitation aux entreprises publiques. En outre, elles comprennent les subventions en provenance de la C.E.E. Elles sont traitées comme des impôts à la production négatifs. La répartition





sectorielle de la réduction des subventions est proportionnelle aux poids respectifs des secteurs d'activité dans le total des subventions. Une telle répartition est utilisée par simplicité. Pratiquement, les subsides en provenance de la C.E.E. ne sont pas affectés aux secteurs d'activité de la même manière que les subsides ou subventions en provenance de l'Etat belge.

Cette mesure a une répercussion directe sur les prix. La compétitivité des entreprises belges est atteinte.

#### **Variante "Impôt des Personnes Physiques"**

Le taux implicite de l'I.P.P. est relevé de 0,7 %, hors taxation mobilière ou immobilière. Les élasticités des recettes à l'assiette restent inchangées.

L'augmentation des impôts directs des personnes physiques diminue le revenu disponible des ménages et donc, la consommation privée et la demande adressée aux entreprises. Il s'ensuit une réduction de l'activité et de l'emploi et par conséquent un rétrécissement des assiettes fiscales et parafiscales. Par ailleurs, une partie de l'affaiblissement de la demande finale se reporte sur les importations. Le solde extérieur courant augmente.

#### **Variante "Taxe sur la valeur ajoutée"**

Une augmentation des taux de T.V.A. a des répercussions directes sur tous les prix intérieurs. Via le jeu de l'indexation des salaires sur l'évolution des prix, les coûts unitaires de production des entreprises s'élevèrent. La compétitivité sur les marchés extérieurs s'érode, et le volume des exportations se réduit. Toutefois, grâce à la diminution simultanée des importations (la demande finale est réduite) et grâce à une certaine amélioration des termes de l'échange, le solde extérieur courant s'accroît.

La croissance et l'emploi se réduisent. Il s'ensuit un rétrécissement des assiettes fiscales et parafiscales en termes réels. La progression des recettes en termes nominaux est plus que compensée par l'augmentation en volume des allocations de chômage ainsi que par les hausses de prix qui affectent la plupart des dépenses publiques.

#### **Variante "Cotisations patronales de Sécurité sociale"**

Les mécanismes par lesquels cette variante produit ses effets sont similaires à ceux qui jouent lors d'une augmentation de la T.V.A. Toutefois, avec une augmentation des cotisations patronales, c'est directement que les coûts de production (plus particulièrement les coûts salariaux unitaires) sont affectés. L'érosion de la compétitivité est plus forte. Par contre, l'accélération de l'inflation intérieure est moins accentuée, avec - au total - un effet plus limité de hausse nominale des principales dépenses publiques. Le ralentissement de la croissance et donc des assiettes fiscales et parafiscales en termes réels est également moins prononcé.

#### **Variante "Cotisations personnelles de Sécurité sociale"**

Cette variante implique, une réduction non négligeable des recettes de fiscalité directe. En effet, les cotisations personnelles sont déduites de l'assiette de l'impôt des personnes physiques.

La croissance est ralentie en raison de la diminution de la consommation privée consécutive de l'amoin- drissement du revenu disponible des ménages. Il y a moins de créations d'emploi.

The first part of the document is a list of names and addresses.

The second part of the document is a list of names and addresses.

The third part of the document is a list of names and addresses.

THE SECOND PART OF THE DOCUMENT

The fourth part of the document is a list of names and addresses.

The fifth part of the document is a list of names and addresses.

THE THIRD PART OF THE DOCUMENT

The sixth part of the document is a list of names and addresses.

The seventh part of the document is a list of names and addresses.

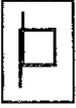
THE FOURTH PART OF THE DOCUMENT

The eighth part of the document is a list of names and addresses.

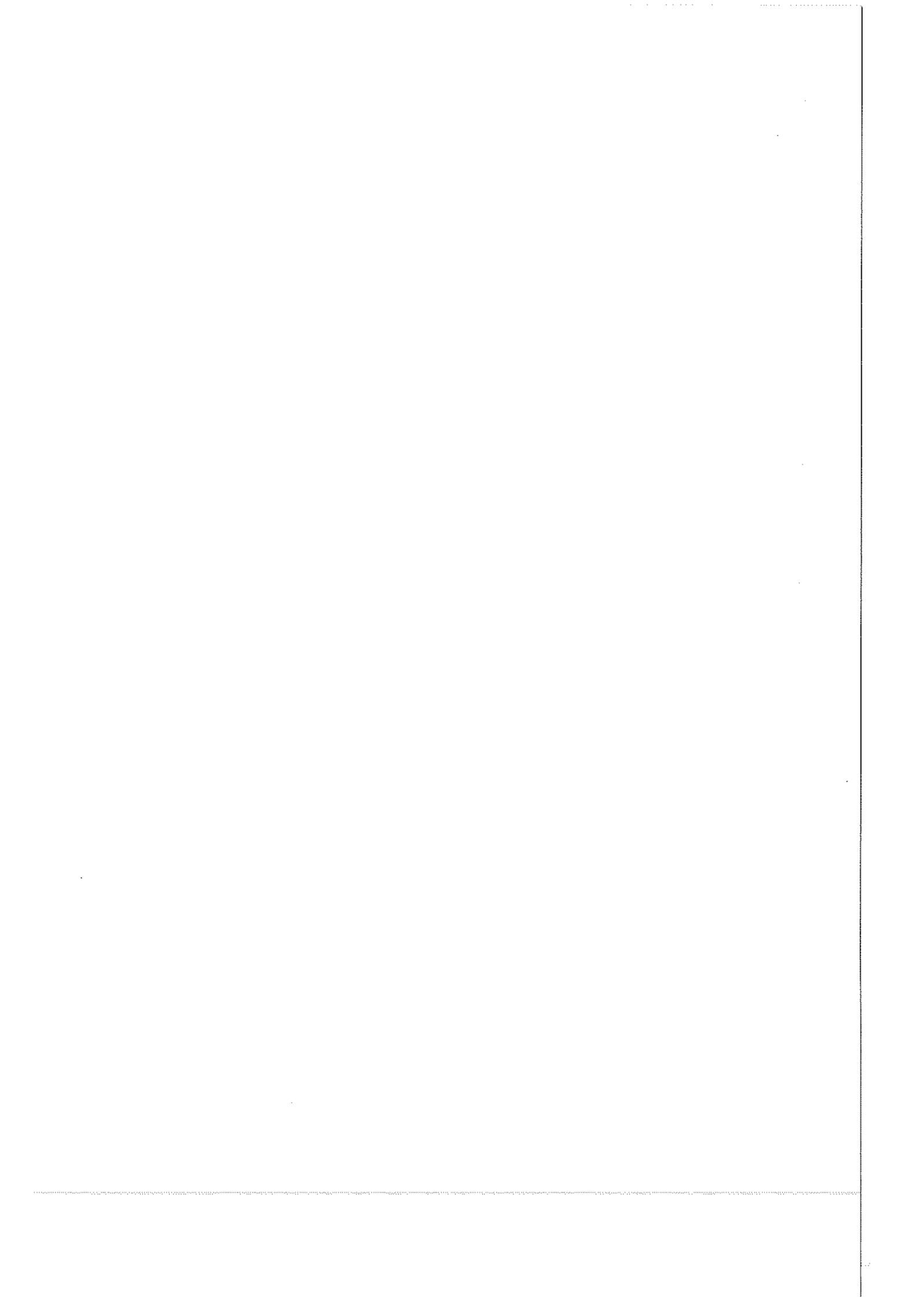
The ninth part of the document is a list of names and addresses.

The tenth part of the document is a list of names and addresses.

The eleventh part of the document is a list of names and addresses.



### **3. RESULTATS DES SIMULATIONS**





## Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des investissements des administrations publiques

Ex ante en milliards de francs : -37,9 en 1993, -39,0 en 1994, -40,1 en 1995 et -41,2 en 1996.  
Investissements de l'Etat diminués de 33,5 % en volume en 1993 - tous niveaux de pouvoirs (répartition proportionnelle)

Tableau 1 - Effets d'une baisse des investissements publics sur les résultats macroéconomiques

*Ecart en % par rapport à la projection de février*

	1993	1996
P.I.B.	-0,50	-0,26
- Consommation privée	-0,03	-0,07
- Consommation et investissements publics	-3,26	-3,16
- Investissements des entreprises	-0,60	-0,19
- Exportations	0	0,06
- Importations	-0,27	-0,28
Prix de la consommation privée	-0,05	-0,09
Emploi (différences en milliers)	-7,3	-5
Taux de chômage (différences de taux)	0,17	0,12
Revenu disponible réel	-0,11	-0,09
Coût salarial unitaire	0,06	-0,13
Solde extérieur		
- milliards	13,9	22,2
- % du P.I.B.	0,19	0,26

Tableau 2 - Effets d'une baisse des investissements publics sur les Finances publiques

*Ecart en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février*

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital				
. en milliards	18,4	23	27,1	30,7
. en % du P.I.B.	0,21	0,27	0,30	0,33
En milliards:				
. Recettes, dont :	-19,5	-18,5	-18,3	-18,7
- Recettes fiscales	-13,1	-11,8	-12	-12,2
- Cotisations de Sécurité sociale	-6,2	-6,6	-6,1	-6,2
. Dépenses primaires, dont :	-38,1	-40	-41,6	-43
- Prestations de Sécurité sociale	0,8	0,1	-0,2	-0,4
- Consommation et investissements	-38,7	-39,9	-41,1	-42,3
. Intérêts de la dette publique	0	-1,5	-3,7	-6,4
Pour mémoire: PIB à prix courants	-44,8	-33,7	-32,7	-32,5

\*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

10

1. The first part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

2. The second part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

3. The third part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

4. The fourth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

5. The fifth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

6. The sixth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

7. The seventh part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

8. The eighth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

9. The ninth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

10. The tenth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

11. The eleventh part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

12. The twelfth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

13. The thirteenth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

14. The fourteenth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.

15. The fifteenth part of the document is a list of the names of the members of the committee who have been appointed to study the problem of the shortage of housing in the city of New York.



## Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des transferts de Sécurité sociale non taxés (allocations familiales)

Ex ante en milliards de francs: -37,9 en 1993, -39,1 en 1994, -40,3 en 1995 et -41,6 en 1996.  
Diminutions des allocations familiales, régime des salariés de 32,5 % en 1993

**Tableau 3 - Effets d'une baisse des transferts de Sécurité sociale non taxés sur les résultats macroéconomiques**

*Ecart en % par rapport à la projection de février*

	1993	1996
P.I.B.	-0,15	-0,18
- Consommation privée	-0,30	-0,68
- Consommation et investissements publics	0	0
- Investissements des entreprises	-0,26	-0,26
- Exportations	0	0,03
- Importations	-0,14	-0,29
Prix de la consommation privée	-0,02	-0,06
Emploi (différences en milliers)	-2,4	-3,9
Taux de chômage (différences de taux)	0,06	0,09
Revenu disponible réel	-0,70	-0,74
Coût salarial unitaire	0,03	-0,06
Solde extérieur		
- milliards	7,2	21,5
- % du P.I.B.	0,10	0,25

**Tableau 4 - Effets d'une baisse des transferts de Sécurité sociale non taxés sur les Finances publiques**

*Ecart en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février*

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital				
. en milliards	32,2	33	35,7	39,9
. en % du P.I.B.	0,42	0,40	0,41	0,43
En milliards:				
. Recettes, dont :	-6,1	-9,8	-12,1	-13,5
- Recettes fiscales	-4,4	-7,1	-8,8	-9,8
- Cotisations de Sécurité sociale	-1,6	-2,7	-3,1	-3,4
. Dépenses primaires, dont :	-37,8	-39,4	-41,1	-42,8
- Prestations de Sécurité sociale	-37,6	-38,8	-40,2	-41,7
- Consommation et investissements	-0,2	-0,5	-0,7	-0,9
. Intérêts de la dette publique	-0,5	-3,4	-6,6	-10,4
Pour mémoire: PIB à prix courants	-14	-20,5	-24,6	-26,8

\*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is crucial for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part of the document outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. It highlights the need for consistent and reliable data collection processes to support informed decision-making.

3. The third part of the document focuses on the role of technology in enhancing data management and analysis. It discusses how modern software solutions can streamline data collection, storage, and reporting, thereby improving efficiency and accuracy.

4. The fourth part of the document addresses the challenges associated with data management, such as data quality, security, and privacy. It provides strategies to mitigate these risks and ensure that data is used responsibly and ethically.

5. The fifth part of the document concludes by summarizing the key findings and recommendations. It stresses the importance of ongoing monitoring and evaluation to ensure that data management practices remain effective and aligned with the organization's goals.

6. The sixth part of the document discusses the future of data management and the potential of emerging technologies like artificial intelligence and machine learning. It suggests that these technologies will play a significant role in transforming data into actionable insights.

7. The seventh part of the document provides a detailed overview of the data management framework, including the roles and responsibilities of different departments and individuals involved in the process.

8. The eighth part of the document offers practical tips and best practices for implementing a successful data management strategy. It covers aspects such as data governance, data integration, and data security.

9. The ninth part of the document includes a list of references and sources used in the research. It provides a comprehensive list of academic papers, industry reports, and other relevant materials for further reading.

10. The tenth part of the document is a concluding statement that reiterates the main message of the document and expresses the author's hope that the information provided will be helpful and informative.



## Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction de l'emploi public

Ex ante en milliards de francs : -37,9 en 1993, -40,6 en 1994, -42,9 en 1995 et -45,1 en 1996.  
Suppression de 36.600 emplois en 1993 - tous niveaux de pouvoirs (répartition proportionnelle)

**Tableau 5 - Effets d'une baisse de l'emploi public sur les résultats macroéconomiques**  
*Ecarts en % par rapport à la projection de février*

	1993	1996
P.I.B.	-0,55	-0,54
- Consommation privée	-0,14	-0,35
- Consommation et investissements publics	-3,02	-3,04
- Investissements des entreprises	-0,11	-0,08
- Exportations	0	0,06
- Importations	-0,06	-0,14
Prix de la consommation privée	-0,02	-0,09
Emploi (différences en milliers)	-37,6	-37,6
Taux de chômage (différences de taux)	0,88	0,88
Revenu disponible réel	-0,32	-0,40
Coût salarial unitaire	-0,06	-0,34
Solde extérieur		
- milliards	2,6	10
- % du P.I.B.	0,04	0,12

**Tableau 6 - Effets d'une baisse de l'emploi public sur les Finances publiques**  
*Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février*

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital				
. en milliards	12,8	11,8	11,4	11,7
. en % du P.I.B.	0,14	0,12	0,10	0,10
En milliards:				
. Recettes, dont :	-15,4	-20,3	-24,5	-28
- Recettes fiscales	-11,8	-14,3	-17,1	-19,2
- Cotisations de Sécurité sociale	-3,6	-5,9	-7,3	-8,6
. Dépenses primaires, dont :	-28,5	-31,6	-34,4	-37,3
- Prestations de Sécurité sociale	8,2	8,2	8	7,7
- Consommation et investissements	-36,7	-39,6	-42,2	-44,7
. Intérêts de la dette publique	0	-0,5	-1,5	-2,4
Pour mémoire: PIB à prix courants	-43,8	-51	-57	-62,6

\*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions.

2. It is essential to ensure that all data is entered correctly and that the system is regularly updated.

3. The following table provides a summary of the key findings from the analysis.

4. The results indicate that there is a significant correlation between the variables studied.

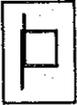
5. Further research is needed to explore the underlying causes of these trends.

6. The data suggests that there are several factors that influence the outcome.

7. It is recommended that the organization implement the following measures.

8. These steps will help to improve the overall efficiency and accuracy of the process.

9. The document concludes with a final summary of the findings and recommendations.



## Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des salaires du personnel des administrations publiques

Ex ante en milliards de francs : -37,9 en 1993, -40,2 en 1994, -42,1 en 1995 et -44,0 en 1996.  
Indice de programmation sociale diminué de 5,9 % en 1993 - tous niveaux de pouvoirs (répartition proportionnelle)

**Tableau 7 - Effets d'une baisse des salaires publics sur les résultats macroéconomiques**  
*Écarts en % par rapport à la projection de février*

	1993	1996
P.I.B.	-0,35	-0,37
- Consommation privée	-0,20	-0,44
- Consommation et investissements publics	-1,53	-1,55
- Investissements des entreprises	-0,17	-0,20
- Exportations	0	0,02
- Importations	-0,09	-0,19
Prix de la consommation privée	-0,01	-0,04
Emploi (différences en milliers)	-1,6	-2,5
Taux de chômage (différences de taux)	0,04	0,06
Revenu disponible réel	-0,45	-0,48
Coût salarial unitaire	0,02	-0,04
Solde extérieur		
- milliards	4,3	13,9
- % du P.I.B.	0,07	0,17

**Tableau 8 - Effets d'une baisse des salaires publics sur les Finances publiques**  
*Écarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février*

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital				
. en milliards	21	22	23,5	26,3
. en % du P.I.B.	0,24	0,24	0,25	0,27
En milliards:				
. Recettes, dont :	-15,7	-19	-21,5	-22,9
- Recettes fiscales	-12,4	-14,9	-16,9	-18,1
- Cotisations de Sécurité sociale	-3,2	-4,1	-4,5	-4,8
. Dépenses primaires, dont :	-36,6	-39,1	-41,2	-43,3
- Prestations de Sécurité sociale	0,1	0,1	-0,1	-0,2
- Consommation et investissements	-36,6	-39,1	-41	-43
. Intérêts de la dette publique	-0,1	-1,9	-3,8	-5,9
Pour mémoire: PIB à prix courants	-45,8	-52,5	-56,8	-60

\*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records.

2. The second part of the document discusses the importance of maintaining accurate records.



## Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des achats de biens et services des administrations publiques

Ex ante en milliards de francs : -37,9 en 1993, -39,1 en 1994, -40,3 en 1995 et -41,6 en 1996.  
 Diminution du volume des achats de biens et services de 18,23 % en 1993 - tous niveaux de pouvoirs (répartition proportionnelle)

**Tableau 9 - Effets d'une baisse des achats de biens et services de l'Etat sur les résultats macroéconomiques**

*Ecart en % par rapport à la projection de février*

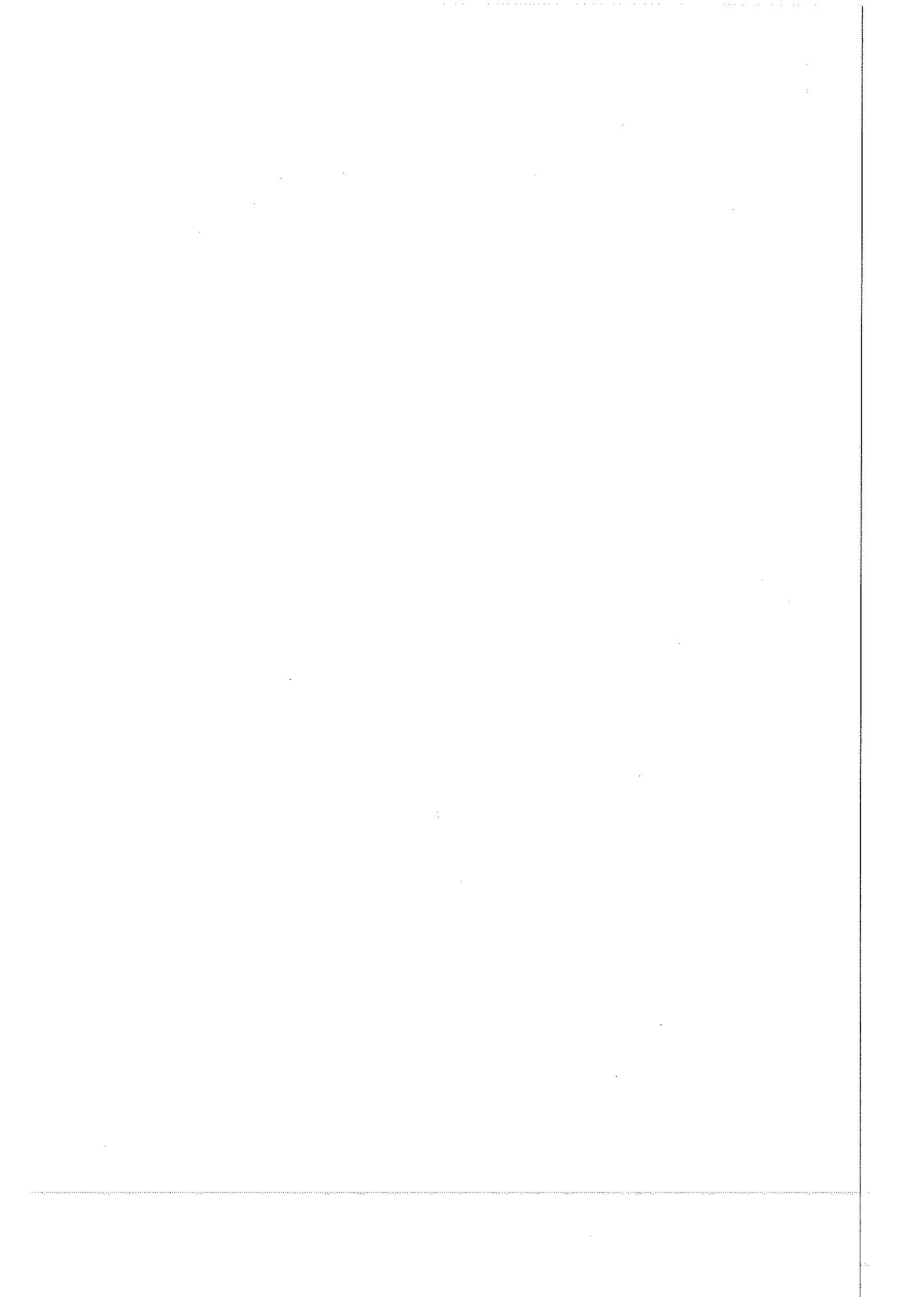
	1993	1996
P.I.B.	-0,42	-0,21
- Consommation privée	-0,02	-0,06
- Consommation et investissements publics	-3,23	-3,12
- Investissements des entreprises	-0,61	-0,14
- Exportations	0,01	0,05
- Importations	-0,27	-0,31
Prix de la consommation privée	-0,06	-0,10
Emploi (différences en milliers)	-6,5	-4,1
Taux de chômage (différences de taux)	0,15	0,10
Revenu disponible réel	-0,09	-0,08
Coût salarial unitaire	0,05	-0,13
Solde extérieur		
- milliards	14	25,1
- % du P.I.B.	0,19	0,29

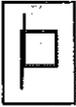
**Tableau 10 - Effets d'une baisse des achats de biens et services de l'Etat sur les Finances publiques**

*Ecart en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février*

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital				
. en milliards	19,8	23,8	28	32,2
. en % du P.I.B.	0,23	0,28	0,31	0,35
En milliards:				
. Recettes, dont :	-18,6	-18,7	-18,7	-19,1
- Recettes fiscales	-13,5	-13,1	-13,5	-13,8
- Cotisations de Sécurité sociale	-5	-5,5	-5	-5
. Dépenses primaires, dont :	-38,2	-40,4	-42,2	-44
- Prestations de Sécurité sociale	0,6	-0,1	-0,5	-0,7
- Consommation et investissements	-38,7	-40	-41,5	-42,9
. Intérêts de la dette publique	-0,2	-2	-4,4	-7,3
Pour mémoire: PIB à prix courants	-37,9	-31,2	-30,6	-30,5

\*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.





## Sensibilité des performances de l'économie belge à une réduction des subventions aux entreprises privées ou publiques

Ex ante en milliards de francs : -37,9 en 1993, -39,0 en 1994, -40,1 en 1995 et -41,3 en 1996.  
Réduction des subventions de 18,7 %. Répartition sectorielle suivant le poids respectif des secteurs d'activité dans le total des subventions aux entreprises.

**Tableau 11 - Effets d'une baisse des subsides sur les résultats macroéconomiques**  
*Ecarts en % par rapport à la projection de février*

	1993	1996
P.I.B.	-0,14	-0,22
- Consommation privée	-0,10	-0,20
- Consommation et investissements publics	0	0
- Investissements des entreprises	-0,50	-1,11
- Exportations	-0,03	-0,16
- Importations	-0,07	-0,23
Prix de la consommation privée	0,27	0,45
Emploi (différences en milliers)	-1,7	-3,8
Taux de chômage (différences de taux)	0,04	0,09
Revenu disponible réel	-0,11	-0,17
Coût salarial unitaire	0,32	0,46
Solde extérieur		
- milliards	6,9	14,6
- % du P.I.B.	0,09	0,16

**Tableau 12 - Effets d'une baisse des subsides sur les Finances publiques**  
*Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février*

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital*				
. en milliards	30,4	32,5	35,3	38,8
. en % du P.I.B.	0,41	0,41	0,43	0,44
En milliards:				
. Recettes, dont :	-0,5	2,6	4,3	5,4
- Recettes fiscales	-2,4	0,1	1,6	2,7
- Cotisations de Sécurité sociale	1,7	2,1	2,2	2,2
. Dépenses primaires, dont :	-30,6	-27,5	-26,1	-25,5
- Prestations de Sécurité sociale	3,6	5,9	7,2	8,2
- Consommation et investissements	3,1	4,7	5,6	6,2
. Intérêts de la dette publique	-0,3	-2,5	-5	-7,9
Pour mémoire: PIB à prix courants	11,7	17,9	21,7	25

\*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions. It emphasizes that proper record-keeping is essential for the success of any business and for the protection of the interests of all parties involved.

In addition, it is noted that the records should be kept in a secure and accessible location. This ensures that the information is available when needed and is protected from loss or theft.

The document also outlines the specific requirements for record-keeping, including the need to maintain separate accounts for each business activity and to keep records for a minimum of seven years.

Furthermore, it is stressed that the records should be kept in a clear and legible format. This includes the use of proper accounting principles and the inclusion of all relevant details, such as dates, amounts, and descriptions.

The document concludes by stating that the records should be reviewed regularly to ensure their accuracy and to identify any potential issues. This regular review is a key component of effective financial management.

It is also noted that the records should be kept in a secure and accessible location. This ensures that the information is available when needed and is protected from loss or theft.

The document also outlines the specific requirements for record-keeping, including the need to maintain separate accounts for each business activity and to keep records for a minimum of seven years.

Furthermore, it is stressed that the records should be kept in a clear and legible format. This includes the use of proper accounting principles and the inclusion of all relevant details, such as dates, amounts, and descriptions.

The document concludes by stating that the records should be reviewed regularly to ensure their accuracy and to identify any potential issues. This regular review is a key component of effective financial management.



## Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation de l'impôt des personnes physiques

Ex ante en milliards de francs : 37,9 en 1993, 40,1 en 1994, 42,3 en 1995 et 44,6 en 1996.  
Augmentation des recettes du pouvoir central ; taux implicite de l'I.P.P. relevé de 0,7 %

**Tableau 13 - Effets d'une hausse de l'I.P.P. sur les résultats macroéconomiques**  
*Ecarts en % par rapport à la projection de février*

	1993	1996
P.I.B.	-0,15	-0,20
- Consommation privée	-0,30	-0,71
- Consommation et investissements publics	0	0
- Investissements des entreprises	-0,26	-0,28
- Exportations	0	0,03
- Importations	-0,14	-0,31
Prix de la consommation privée	-0,02	-0,06
Emploi (différences en milliers)	-2,4	-4,1
Taux de chômage (différences de taux)	0,06	0,10
Revenu disponible réel	-0,70	-0,79
Coût salarial unitaire	0,03	-0,06
Solde extérieur		
- milliards	7,2	22,7
- % du P.I.B.	0,10	0,26

**Tableau 14 - Effets d'une hausse de l'I.P.P. sur les Finances publiques**  
*Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février*

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital				
. en milliards	32,2	33,9	37,4	42,4
. en % du P.I.B.	0,42	0,41	0,43	0,46
En milliards:				
. Recettes, dont :	31,8	30,1	29,8	30,4
- Recettes fiscales	33,5	32,9	33,2	34,3
- Cotisations de Sécurité sociale	-1,6	-2,7	-3,2	-3,6
. Dépenses primaires, dont :	0,1	-0,3	-0,8	-1,3
- Prestations de Sécurité sociale	0,3	0,2	0,1	-0,1
- Consommation et investissements	-0,2	-0,5	-0,7	-1
. Intérêts de la dette publique	-0,5	-3,4	-6,7	-10,7
Pour mémoire: PIB à prix courants	-14	-20,8	-25,5	-28,4

\*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is essential for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part of the document outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. It highlights the need for consistent and reliable data collection processes to support effective decision-making.

3. The third part of the document focuses on the role of technology in data management and analysis. It discusses how modern software solutions can streamline data collection, storage, and reporting, thereby improving efficiency and accuracy.

4. The fourth part of the document addresses the challenges associated with data management, such as data quality, security, and privacy. It provides strategies to mitigate these risks and ensure that data is used responsibly and ethically.

5. The fifth part of the document discusses the importance of data governance and the role of leadership in establishing a strong data culture. It emphasizes that data should be treated as a valuable asset that requires careful management and oversight.

6. The sixth part of the document explores the future of data management and the potential of emerging technologies like artificial intelligence and machine learning. It suggests that these technologies will play an increasingly significant role in data analysis and decision-making.

7. The seventh part of the document provides a summary of the key points discussed and offers recommendations for organizations looking to optimize their data management practices. It encourages a proactive and continuous approach to data management.

8. The eighth part of the document concludes by reiterating the importance of data in driving organizational success and the need for a data-driven mindset. It calls for a commitment to data excellence and a focus on delivering value through data insights.

9. The ninth part of the document provides a list of resources and references for further reading and research. It includes books, articles, and online resources that offer additional insights into data management and analysis.

10. The tenth part of the document is a concluding statement that expresses the author's hope that the document will be a valuable resource for anyone interested in data management and analysis. It also invites feedback and suggestions for future editions.

11. The eleventh part of the document is a list of acknowledgments that thanks the individuals and organizations that provided support and assistance during the research and writing process. It expresses appreciation for their contributions and insights.

12. The twelfth part of the document is a list of appendices that provides additional information and data related to the main text. It includes tables, charts, and other supplementary materials that support the findings and conclusions of the document.

13. The thirteenth part of the document is a list of references that cites the sources used in the document. It provides a clear and concise list of the books, articles, and other resources that were consulted during the research process.

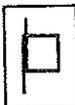
14. The fourteenth part of the document is a list of contact information for the author and other relevant parties. It provides details on how to reach the author for further inquiries or feedback.

15. The fifteenth part of the document is a list of other related documents and resources that may be of interest to the reader. It provides a curated list of additional materials that offer further insights into the topics discussed in the document.

16. The sixteenth part of the document is a list of other related documents and resources that may be of interest to the reader. It provides a curated list of additional materials that offer further insights into the topics discussed in the document.

17. The seventeenth part of the document is a list of other related documents and resources that may be of interest to the reader. It provides a curated list of additional materials that offer further insights into the topics discussed in the document.

18. The eighteenth part of the document is a list of other related documents and resources that may be of interest to the reader. It provides a curated list of additional materials that offer further insights into the topics discussed in the document.



## Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation de la taxe sur la valeur ajoutée

Ex ante en milliards de francs : 37,9 en 1993, 40,1 en 1994, 42,5 en 1995 et 44,9 en 1996.  
Augmentation uniforme des taux de T.V.A. de 1,04 % à partir de 1993

**Tableau 15 - Effets d'une hausse de la T. V. A. sur les résultats macroéconomiques**  
*Ecarts en % par rapport à la projection de février*

	1993	1996
P.I.B.	-0,18	-0,19
- Consommation privée	-0,24	-0,36
- Consommation et investissements publics	0	0
- Investissements des entreprises	-0,35	-0,44
- Exportations	-0,02	-0,13
- Importations	-0,09	-0,18
Prix de la consommation privée	0,64	1,10
Emploi (différences en milliers)	-3,8	-5,8
Taux de chômage (différences de taux)	0,09	0,14
Revenu disponible réel	-0,22	-0,29
Coût salarial unitaire	0,68	1,11
Solde extérieur		
- milliards	7,1	13
- % du P.I.B.	0,09	0,13

**Tableau 16 - Effets d'une hausse de la T. V. A. sur les Finances publiques**  
*Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février*

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital				
. en milliards	23	26,2	29,1	32,6
. en % du P.I.B.	0,32	0,36	0,37	0,40
En milliards:				
. Recettes, dont :	40,1	52,1	59,5	65,3
- Recettes fiscales	34,2	42,5	48	53
- Cotisations de Sécurité sociale	5,3	8,6	10,4	11,1
. Dépenses primaires, dont :	17,2	27	33	37,3
- Prestations de Sécurité sociale	8,4	13,7	17	19,3
- Consommation et investissements	7,1	10,8	13	14,6
. Intérêts de la dette publique	-0,1	-1,1	-2,6	-4,7
Pour mémoire: PIB à prix courants	27,3	51	62,1	71,9

\*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions.

2. The second part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions.



## Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation des cotisations patronales de Sécurité sociale

Ex ante en milliards de francs : 37,9 en 1993, 40,2 en 1994, 42,4 en 1995 et 44,7 en 1996.  
Augmentation uniforme des taux de cotisations patronales de 1,7 % à partir de 1993

Tableau 17 - Effets d'une hausse des cotisations patronales de Sécurité sociale sur les résultats macroéconomiques

*Ecarts en % par rapport à la projection de février*

	1993	1996
P.I.B.	-0,11	-0,22
- Consommation privée	-0,07	-0,19
- Consommation et investissements publics	0	0
- Investissements des entreprises	-0,21	-0,44
- Exportations	-0,03	-0,19
- Importations	-0,01	-0,15
Prix de la consommation privée	0,19	0,37
Emploi (différences en milliers)	-3,6	-7,3
Taux de chômage (différences de taux)	0,08	0,17
Revenu disponible réel	-0,08	-0,16
Coût salarial unitaire	1,43	1,59
Solde extérieur		
- milliards	6	8,8
- % du P.I.B.	0,08	0,09

Tableau 18 - Effets d'une hausse des cotisations patronales de Sécurité sociale sur les Finances publiques

*Ecarts en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février*

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital*				
. en milliards	31	33,6	37,6	42,2
. en % du P.I.B.	0,42	0,43	0,45	0,48
En milliards:				
. Recettes, dont :	36,4	40,2	43,9	47,2
- Recettes fiscales	-2,3	-0,8	0,6	1,6
- Cotisations de Sécurité sociale	38,5	40,7	43	45,3
. Dépenses primaires, dont :	5,7	9,3	12	14,1
- Prestations de Sécurité sociale	3	5	6,4	7,7
- Consommation et investissements	2,3	3,6	4,6	5,4
. Intérêts de la dette publique	-0,4	-2,8	-5,7	-9,1
Pour mémoire: PIB à prix courants	12,1	15	20,6	25,1

\*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

... ..

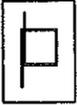
... ..

... ..

... ..

... ..

... ..



## Sensibilité des performances de l'économie belge à une augmentation des cotisations personnelles de Sécurité sociale

Ex ante en milliards de francs : 37,9 en 1993, 40,1 en 1994, 42,3 en 1995 et 44,6 en 1996.  
Augmentation du taux de cotisations personnelles de 1,66 % à partir de 1993

**Tableau 19 - Effets d'une hausse des cotisations personnelles de sécurité sociale sur les résultats macroéconomiques**

*Ecart en % par rapport à la projection de février*

	1993	1996
P.I.B.	-0,13	-0,17
- Consommation privée	-0,27	-0,65
- Consommation et investissements publics	0	0
- Investissements des entreprises	-0,23	-0,23
- Exportations	0	0,03
- Importations	-0,12	-0,28
Prix de la consommation privée	-0,01	-0,06
Emploi (différences en milliers)	-2,2	-3,7
Taux de chômage (différences de taux)	0,05	0,09
Revenu disponible réel	-0,63	-0,73
Coût salarial unitaire	0,02	-0,06
Solde extérieur		
- milliards	6,5	20,6
- % du P.I.B.	0,09	0,24

**Tableau 20 - Effets d'une hausse des cotisations personnelles de Sécurité sociale sur les Finances publiques**

*Ecart en milliards et en % du P.I.B. par rapport à la projection de février*

	1993	1994	1995	1996
Solde des opérations courantes et en capital				
en milliards	19,8	18,9	19	20,4
en % du P.I.B.	0,25	0,22	0,21	0,22
En milliards:				
Recettes, dont :	19,5	16,5	14,2	13
- Recettes fiscales	-16,9	-21	-24,9	-27,5
- Cotisations de Sécurité sociale	36,4	37,6	39,3	40,7
Dépenses primaires, dont :	0	-0,3	-0,8	-1,2
- Prestations de Sécurité sociale	0,3	0,2	0	-0,2
- Consommation et investissements	-0,2	-0,4	-0,7	-0,9
Intérêts de la dette publique	-0,3	-2,1	-4	-6,2
Pour mémoire: PIB à prix courants	-12,7	-19,1	-23,3	-25,9

\*Il s'agit du solde de l'ensemble des administrations publiques au sens des Accords de Maastricht.

The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is essential for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

Furthermore, it highlights the need for regular audits and reviews to identify any discrepancies or areas for improvement. This process should be conducted in a systematic and thorough manner to ensure the integrity of the data.

In addition, the document stresses the importance of maintaining up-to-date information and ensuring that all records are properly stored and protected. This includes implementing robust security measures to prevent unauthorized access or data loss.

Overall, the document provides a comprehensive overview of the requirements for maintaining accurate and reliable records. It serves as a guide for organizations to ensure that their data is secure, accessible, and trustworthy.

The second part of the document focuses on the specific procedures and protocols for handling sensitive information. It outlines the steps that must be followed to ensure that such information is protected and handled in a responsible manner.

These procedures include identifying sensitive data, classifying it according to its level of confidentiality, and implementing appropriate access controls. It also covers the requirements for secure storage and transmission of this information.

Moreover, the document emphasizes the importance of training staff members on these procedures and protocols. Regular training sessions should be conducted to ensure that all employees are aware of their responsibilities and the correct way to handle sensitive information.

Finally, the document discusses the process for handling and disposing of sensitive information. It provides guidelines for securely deleting data and ensuring that all copies are properly destroyed to prevent any unauthorized access or leakage.

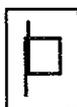
In conclusion, the document provides a detailed and practical guide for organizations to follow when it comes to maintaining accurate records and handling sensitive information. It is a valuable resource for anyone responsible for data management and security.

The third part of the document addresses the issue of data retention and archiving. It explains the importance of having a clear policy on how long data should be kept and how it should be archived for future reference.

This policy should take into account legal requirements, industry standards, and the organization's specific needs. It should also consider the costs associated with storing and archiving data over a long period.

The document provides a framework for developing a data retention and archiving policy. It includes key considerations such as data classification, retention periods, and archiving methods.

Overall, the document offers a comprehensive and practical approach to data management, covering all aspects from record-keeping to sensitive information handling and data retention. It is a valuable resource for any organization looking to improve its data management practices.



**Variantes techniques de réduction des dépenses de l'ensemble des administrations publiques**  
**Principaux résultats**  
**1996 : différences par rapport à la base**

	Investissements publics	Transferts de Sécurité sociale non taxés	Emploi public	Salaires publics	Achats de biens et services des administrations publiques	Subventions aux entreprises
P.I.B. (en %)	-0.26	-0,18	-0.54	-0.37	-0.21	-0.22
Prix de la consommation privée (en %)	-0.09	-0,06	-0.09	-0.04	-0.10	+0.45
Emploi (en milliers)	-5.	-3,9	-37.6	-2.5	-4.1	-3.8
Soldes des opérations courantes avec le Reste du Monde						
- en milliards	22.2	21,5	10.	13.9	25.1	14.6
- en % du P.I.B.	0.26	0,25	0.12	0.17	0.29	0.16
Solde des opérations courantes et en capital des administrations publiques*						
- en milliards	30.7	39,9	11.7	26.3	32.20	38.8
- en % du P.I.B.	0.33	0,43	0,10	0.27	0.35	0.44

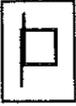
\* Un signe positif signifie une augmentation du surplus ou une réduction du déficit.

1. Introduction

The purpose of this study is to investigate the effects of various factors on the performance of the system. The study is organized as follows: Section 2 describes the methodology used in the study. Section 3 presents the results of the study. Section 4 discusses the implications of the findings. Section 5 concludes the study.

The methodology used in this study is a combination of experimental and analytical methods. The experimental part of the study involves the use of a test rig to measure the performance of the system under various conditions. The analytical part of the study involves the use of mathematical models to predict the performance of the system.

The results of the study show that the performance of the system is significantly affected by the various factors investigated. The findings of the study have important implications for the design and operation of the system. The study concludes that the performance of the system can be improved by optimizing the various factors investigated.



**Variantes techniques d'augmentation des recettes de l'ensemble des administrations publiques**  
**Principaux résultats**  
**1996 : différences par rapport à la base**

	I.P.P.	T.V.A.	Cotisations patronales de Sécurité Sociale	Cotisations personnelles de Sécurité Sociale
P.I.B. (en %)	-0.20	-0.19	-0.22	-0.17
Prix de la consommation privée (en %)	-0.06	1.10	0.37	-0.06
Emploi (en milliers)	-4.1	-5.8	-7.3	-3.7
Soldes des opérations courantes avec le Reste du Monde				
- en milliards	22.7	13	8.8	20.6
- en % du P.I.B.	0.26	0.13	0.09	0.24
Solde des opérations courantes et en capital des administrations publiques				
- en milliards	42.4	32.6	42.2	20.4
- en % du P.I.B.	0.46	0.40	0.48	0.22

\* Un signe positif signifie une augmentation du surplus ou une réduction du déficit.

1. The first part of the document discusses the importance of maintaining accurate records of all transactions and activities. It emphasizes that this is crucial for ensuring transparency and accountability in the organization's operations.

2. The second part of the document outlines the various methods and tools used to collect and analyze data. It highlights the need for consistent data collection procedures and the use of advanced analytical techniques to derive meaningful insights from the data.

3. The third part of the document focuses on the implementation of data-driven decision-making processes. It provides a detailed overview of the steps involved in identifying key performance indicators (KPIs) and using data to inform strategic decisions.

4. The final part of the document discusses the challenges and opportunities associated with data management. It offers practical advice on how to overcome common obstacles and leverage data to drive organizational growth and success.